

aux cultivateurs le blé de semence de printemps qui leur fait totalement défaut ainsi que les plants de pommes de terre dont il n'existe aucun stock, de manière à remédier autant que faire se peut à une situation que son inconcevable imprévision risque de rendre catastrophique (p. 738). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits; Art. 12 : *Son amendement* (p. 768); Art. 31 bis : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Delom-Sorbé* (p. 952); — de propositions de loi sur la limitation des débits de boissons : *Discussion générale* (p. 847). — *Sa motion préjudicielle invitant l'Assemblée à surseoir à toute discussion de monopoles et de nationalisations nouvelles jusqu'au moment où le Gouvernement aura fait connaître le résultat des précédentes nationalisations* (p. 1005 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1192). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 au titre du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes : Chap. 15 : *Ses observations* (p. 1242); du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 17 : *Son amendement* (p. 1305). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 2091, 2131). — Prend part à la discussion : du projet et des propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : Art. 18 : *Son amendement* (p. 2196); Art. 20 : *Son amendement* (p. 2197); *Le retire* (ibid.); — des conclusions du rapport de la Commission parlementaire d'enquête dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche : *Ses observations* (p. 2208); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : AGRICULTURE : *Ses observations* (p. 2300); Dispositions spéciales : Art. 11 : *Amendement de M. Louvel repris par M. Denais* (p. 2340); — du projet de loi sur les programmes de production : *Discussion générale* (p. 2358). = S'excuse de son absence (A. de 1946, p. 151, 275). — Obtient un congé (A. de 1946, p. 151).

DETRAVES (M. Guillaume), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des

moyens de communication et des postés, télégraphes et téléphones (A. de 1945, p. 138).
— Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale : Subvention à la S. N. C. F.* (A. de 1945, p. 503); — du projet de loi sur la propriété commerciale; Art. 2 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1586); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 (Dispositions spéciales), en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des moyens de communication : Art. 59 : *Donne lecture de son rapport* (p. 2374); *Son amendement* (p. 2375); *Le retire* (ibid.).

DEVAL (M. Paul), Député du département de la Drôme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139).

Dépôt :

Le 20 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier la composition des commissions départementales de confiscation des profits illicites, la procédure d'instruction des affaires qui leur sont soumises et la destination des amendes qu'elles prononcent, n° 136.

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département de l'Ardeche (A. de 1945, p. 47). = Se démet de son mandat de député (J. O. du 12 février 1946, p. 256).

DEVEMY (M. Roger), Député du département de Saône-et-Loire.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de

la guerre et de l'oppression (A. de 1945, p. 199). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 365).

Dépôts :

Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à **accorder** aux prisonniers et déportés un délai de présomption de un an au lieu de trois mois pour provoquer une constatation médicale en vue d'ouvrir droit à pension, n° 86. — Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à reconnaître les obligations de l'Etat pour la liquidation intégrale de la solde due aux officiers, sous-officiers et gradés à solde mensuelle prisonniers de guerre rapatriés en 1945, n° 87. — Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de loi : 1° de M. Roger Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux prisonniers et déportés un délai de présomption de un an au lieu de trois mois pour provoquer une constatation médicale en vue d'ouvrir droit à pension ; 2° de M. Adrien Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à prolonger le délai de présomption d'origine, pendant lequel les prisonniers de guerre peuvent prétendre à pension pour les maladies contractées en captivité, ou des suites de captivité, n° 345. — Le 15 mars 1946, une proposition de loi portant statut général des prisonniers de guerre, n° 685.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **SECRETARIAT GÉNÉRAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE** (A. de 1945, p. 426) ; **PRISONNIERS, RÉFUGIÉS ET DÉPORTÉS : Insuffisance des secours** (p. 622) ; — du projet de loi prorogeant, en faveur des déportés, la durée d'application de l'aide médicale (p. 461).

DEVÈZE (M. Michel) Député du département de Seine-et-Oise (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 3 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux, n° 856. — Le 17 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser à Paris pour l'automne 1946, à l'occasion du centenaire de l'école française d'Athènes, une exposition d'art et d'histoire et à organiser, d'autre part, le voyage d'une mission d'études en Grèce et dans le Proche-Orient, n° 1083.

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 87 et suiv.). — Son rapport, au nom du 5^e bureau, sur les opérations électorales du territoire de Madagascar (1^{re} circ. — Collège des citoyens (p. 145)). — Prend part à la discussion des propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : Art. 14 : *Son amendement* (p. 771) ; Art. 34 : *Son amendement* (p. 971).

DEYRON (M. Léon), Député du département de Constantine et du territoire de Touggourt. (*Collège des électeurs français citoyens musulmans et non musulmans*).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44) ; — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : **INTÉRIEUR** (A. de 1945, p. 460) ; — du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 499) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 8 : *Son amendement* (p. 1130) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre